



SESSION ORDINAIRE 2020-2021

5 JUILLET 2021

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**visant à soutenir le docteur Denis Mukwege en
République démocratique du Congo**

RAPPORT

fait au nom de la commission
des finances et des affaires générales

par M. Emmanuel DE BOCK (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : Mme Nadia El Yousfi, MM. Marc-Jean Ghyssele, Rachid Madrane, Mme Marie Lecocq, M. John Pitseys, Mmes Latifa Aït Baala, Alexia Bertrand, MM. Emmanuel De Bock, Luc Vancauwenberge, Christophe De Beukelaer, Mme Cielte Van Achter, M. Guy Vanhengel.

Membres suppléants : Mme Viviane Teitelbaum, MM. Jonathan de Patoul, Marc Loewenstein, Mme Céline Fremault, MM. Pierre Kompany, Mathias Vanden Borre.

Autres membres : Mmes Aurélie Czekalski, Bianca Debaets, Isabelle Emmery, Zoé Genot, Ingrid Parmentier.

Voir :

Document du Parlement :

A-324/1 – 2020/2021 : Proposition de résolution.

GEWONE ZITTING 2020-2021

5 JULI 2021

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**om dokter Denis Mukwege in de
Democratische Republiek Congo te steunen**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Financiën en de Algemene Zaken

door de heer Emmanuel DE BOCK (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : mevvr. Nadia El Yousfi, de heren Marc-Jean Ghyssele, Rachid Madrane, mevvr. Marie Lecocq, de heer John Pitseys, mevvr. Latifa Aït Baala, mevvr. Alexia Bertrand, de heren Emmanuel De Bock, Luc Vancauwenberge, Christophe De Beukelaer, mevvr. Cielte Van Achter, de heer Guy Vanhengel.

Plaatsvervangers : mevvr. Viviane Teitelbaum, de heren Jonathan de Patoul, Marc Loewenstein, mevvr. Céline Fremault, de heren Pierre Kompany, Mathias Vanden Borre.

Andere leden : Mevr. Aurélie Czekalski, Bianca Debaets, mevvr. Isabelle Emmery, mevvr. Zoé Genot, mevvr. Ingrid Parmentier.

Zie :

Stuk van het Parlement :

A-324/1 – 2020/2021 : Voorstel van resolutie.

I. Exposé introductif des coauteurs de la proposition de résolution

M. Jonathan de Patoul estime que le sujet de la proposition de résolution sera encore et toujours d'actualité si rien n'est fait.

Cette proposition de résolution met à l'honneur un grand homme, humaniste, altruiste et courageux, qui se consacre sans relâche à la défense des droits humains, à l'art de guérir, à l'aide aux plus vulnérables et particulièrement aux femmes : le Docteur Denis Mukwege.

Denis Mukwege, gynécologue congolais, surnommé « l'homme qui répare les femmes », n'a de cesse de voyager pour alerter le monde sur les violentes mutilations commises à l'encontre des femmes lors de conflits africains et particulièrement dans sa région du Nord Kivu en République Démocratique du Congo.

Face à l'ignoble constat de l'utilisation du viol utilisé comme arme de guerre voire de destruction massive dans sa région, le docteur Mukwege fonde en 1999 l'hôpital de Panzi, dans les quartiers pauvres de sa ville natale de Bukavu. Cet hôpital est rapidement devenu le centre de référence pour les femmes qui ont subi des violences sexuelles. Pour lui cependant, un simple traitement des lésions n'est pas suffisant, il faut aussi condamner les bourreaux. « On ne peut opérer contre la violence, il faut l'abolir », soutenait-il dans son discours prononcé en 2018 devant les Nations Unies à l'occasion de son prix Nobel de la paix. Ce discours ne laisse personne indifférent.

Grâce à ses idéaux, le docteur Mukwege est devenu un activiste des droits humains et de l'égalité des genres. Ses efforts pour mettre un terme aux violences sexuelles comme arme de guerre lui ont d'ailleurs valu le prix Sahkarov en 2014 et le Prix Nobel de la paix en 2018.

Denis Mukwege se bat aussi pour dénoncer d'autres crimes et attaques dans sa région. Au moment où cette proposition a été rédigée, lui et sa famille étaient en danger de mort pour avoir dénoncé un massacre perpétré dans la province du Sud-Kivu et qui avait provoqué la mort ou la disparition de 200 personnes.

Il y a quelques jours encore, Denis Mukwege dénonçait un massacre de plus de 50 civils en une seule nuit en Ituri, le 31 mai 2021 : « Nous condamnons fermement ces atrocités qui endeuillent chaque jour notre Nation. Les auteurs doivent être traduits en justice pour briser le cycle de violence et d'impunité ».

On ne peut pas regarder ailleurs, on ne peut pas juste s'indigner, on ne peut pas rester sans rien faire !

I. Inleidende uiteenzetting van de mede-indieners van het voorstel van resolutie

De heer Jonathan de Patoul is van mening dat het onderwerp van het voorstel van resolutie relevant zal blijven als er niets wordt gedaan.

Dit voorstel van resolutie eert een groot man, een humanist, altruïstisch en moedig, die zich onvermoeibaar inzet voor de verdediging van de mensenrechten, de kunst van het genezen en het helpen van de meest kwetsbaren, vooral vrouwen : dokter Denis Mukwege.

Denis Mukwege, een Congolese gynaecoloog, bijgenaamd « de man die vrouwen herstelt », is nooit gestopt met reizen om de wereld te waarschuwen voor de gewelddadige verminkingen van vrouwen tijdens Afrikaanse conflicten en met name in zijn regio Noord-Kivu in de Democratische Republiek Congo.

Geconfronteerd met het verachtelijke feit dat verkrachting in zijn regio als oorlogswapen en zelfs als massavernietigingswapen wordt gebruikt, richtte dokter Mukwege in 1999 het Panzi-ziekenhuis op, in de arme wijken van zijn geboortestad Bukavu. Dit ziekenhuis werd al snel het referentiecentrum voor vrouwen die het slachtoffer zijn geworden van seksueel geweld. Voor hem is het echter niet voldoende om alleen de verwondingen te behandelen ; ook de daders moeten worden veroordeeld. « Je kunt niet opereren tegen geweld, je moet het afschaffen », betoogde hij in 2018 in zijn toespraak tot de Verenigde Naties naar aanleiding van zijn Nobelprijs voor de Vrede. Deze toespraak liet niemand onverschillig.

Dankzij zijn idealen is dokter Mukwege een activist geworden voor de mensenrechten en de gelijkheid van mannen en vrouwen. Zijn inspanningen om een einde te maken aan seksueel geweld als oorlogswapen leverden hem in 2014 de Sahkarovprijs op en in 2018 de Nobelprijs voor de Vrede.

Denis Mukwege strijdt ook om andere misdaden en aanvallen in zijn regio aan de kaak te stellen. Op het moment dat dit voorstel werd geschreven, verkeerden hij en zijn familie in levensgevaar omdat zij een bloedbad in de provincie Zuid-Kivu aan de kaak hadden gesteld, waarbij 200 mensen om het leven kwamen of verdwenen.

Nog maar enkele dagen geleden klaagde Denis Mukwege een massamoord aan op meer dan 50 burgers in één nacht in Ituri, op 31 mei 2021 : « Wij veroordelen met klem deze gruweldaden die onze natie elke dag in rouw dompelen. De daders moeten voor het gerecht worden gebracht om de cyclus van geweld en straffeloosheid te doorbreken ».

We mogen absoluut niet de andere kant uitkijken, we moeten meer dan verontwaardigd zijn, we mogen niet toekijken maar iets doen !

Denis Mukwege, prix Nobel de la paix, prix Sakharov, citoyen d'honneur de plusieurs villes et communes en Belgique, mis à l'honneur par l'Université Libre de Bruxelles et docteur honoris causa de l'Université catholique de Louvain, est la cible de menaces et de tentatives d'assassinat. Son équipe et sa famille sont aussi menacées. Pouvons-nous accepter qu'un homme de bien et que la cause noble à laquelle il dévoue sa vie, en prenant des risques, fassent l'objet de menaces ?

La présente résolution, largement inspirée de la résolution commune votée au Parlement européen en septembre 2020, vise à envoyer un signal clair au Dr Denis Mukwege. La Région bruxelloise doit promouvoir une certaine vision de la démocratie et du respect des droits fondamentaux.

Enfin, en tant que politiques mais aussi en tant que citoyens de ce monde, nous avons un devoir : celui de réfléchir, de s'informer, de dénoncer, ...

En conduisant nos voitures ou nos trottinettes électriques, en utilisant jusqu'à 221 fois par jour nos smartphones dont les composants sont fabriqués à partir de minerais provenant de plusieurs Régions de la République démocratique du Congo, prenons un peu de temps et réfléchissons ensemble, un instant, au coût humain de la fabrication de ces objets. En tant que consommateurs, le moins que nous puissions faire est d'insister pour que ces produits soient fabriqués dans le respect de la dignité humaine, des droits humains et particulièrement ceux des femmes et des enfants.

Pour paraphraser le Dr Mukwege : « fermer les yeux devant des drames, c'est être complices. Ce ne sont pas seulement les auteurs des violences qui sont responsables de leur crimes, mais aussi ceux qui choisissent de détourner le regard. » Ainsi, on ne résoudra jamais les problèmes de violence au Nord Kivu si on ne met pas le doigt sur la problématique de l'extraction des matières premières dans cette région.

M. Marc-Jean Ghyssels remercie son collègue Jonathan de Patoul pour son intervention juste et complète concernant le docteur Mukwege. Celui-ci est un homme de terrain avant tout : en tant que gynécologue, il est retourné en 1989 en République Démocratique du Congo, où il a été directeur de l'hôpital à Lemera. Il a une première fois échappé à la mort, puisqu'en 1996, à la suite de l'attaque de l'hôpital, qui a été entièrement détruit, nombre de malades et d'infirmiers ont été assassinés. Il est reparti se réfugier à Nairobi puis il est revenu pour ouvrir un hôpital à Bukavu, où il a une nouvelle fois échappé à la mort quelques années plus tard. C'est un homme qui ne renonce pas. Il est prix Nobel de la paix, il a aussi reçu le prix Sakharov pour la liberté en 2014.

En plus d'agir concrètement sur le terrain, en vouant sa vie, sans relâche, à réparer des femmes dont la chair et l'intimité la plus profonde ont été mutilées, le docteur Mukwege décrit et dénonce sans cesse, au sein des instances qui veulent bien l'accueillir, l'existence de ces mutilations mais aussi l'ignoble instrumentalisation du viol comme arme de guerre. Ce courage et cette détermination à ne pas laisser

Denis Mukwege, Nobelprijswinnaar, winnaar van de Sacharovprijs, ereburger van verschillende steden en gemeenten in België, onderscheiden door de Université Libre de Bruxelles en Doctor honoris causa van de Université catholique de Louvain, is het doelwit van bedreigingen en moordaanslagen. Zijn team en zijn familie worden ook bedreigd. Kunnen wij aanvaarden dat een goed mens en de nobele zaak waaraan hij zijn leven wijdt, en waarvoor hij risico's neemt, bedreigd worden ?

Deze resolutie, die grotendeels geïnspireerd is op de gezamenlijke resolutie die in september 2020 in het Europees Parlement is aangenomen, heeft tot doel een duidelijk signaal te geven aan dokter Denis Mukwege. Het Brussels Gewest moet een bepaalde visie op democratie en eerbiediging van de grondrechten uitdragen.

Ten slotte hebben wij, als politici maar ook als burgers van deze wereld, een plicht : nadenken, ons informeren, aan de kaak stellen, ...

Als we in onze auto's of op onze elektrische steps rijden, als we tot 221 keer per dag onze smartphones gebruiken, waarvan de onderdelen gemaakt zijn van mineralen uit verschillende regio's van de Democratische Republiek Congo, laten we dan even stilstaan bij de menselijke kosten van het maken van deze voorwerpen. Het minste wat wij als consumenten kunnen doen, is erop aandringen dat deze producten worden vervaardigd met respect voor de menselijke waardigheid, de mensenrechten, en in het bijzonder die van vrouwen en kinderen.

Om Dr. Mukwege te parafraseren : « Onze ogen sluiten voor tragedies is medeplichtig zijn. Niet alleen de daders van geweld zijn verantwoordelijk voor hun misdaden, maar ook degenen die ervoor kiezen de andere kant op te kijken ». Daarom zullen wij het probleem van het geweld in Noord-Kivu nooit oplossen als wij niet de vinger leggen op het probleem van de grondstofwinning in deze regio.

De heer Marc-Jean Ghyssels dankt zijn collega Jonathan de Patoul voor zijn juiste en uitvoerige toespraak over dokter Mukwege. Hij is in de eerste plaats een man van het veld : als gynaecoloog keerde hij in 1989 terug naar de Democratische Republiek Congo, waar hij directeur was van het ziekenhuis van Lemera. In 1996 ontsnapte hij een eerste keer aan de dood, omdat na een aanval op het ziekenhuis, dat volledig werd verwoest, vele patiënten en verplegers werden vermoord. Hij vluchtte naar Nairobi en keerde vervolgens terug om een ziekenhuis te openen in Bukavu, waar hij een paar jaar later opnieuw aan de dood ontsnapte. Hij is een man die niet opgeeft. Hij heeft de Nobelprijs voor de Vrede gewonnen en kreeg in 2014 ook de Sacharovprijs voor vrijheid.

Dokter Mukwege voert niet alleen concrete acties op het terrein en wijdt zijn leven voortdurend aan het herstellen van vrouwen wier vlees en diepste intimiteit verminkt zijn, maar hij beschrijft en hekelt ook voortdurend, binnen de instanties die bereid zijn hem te ontvangen, het bestaan van deze verminkingen, maar ook de verachtelijke instrumentaliserings van verkrachting als oorlogswapen. Deze moed en

ces crimes se perpétrer en toute impunité imposent le respect mais ont des conséquences réelles. Comme le rappelle ce texte, le docteur Mukwege est quotidiennement victime de nombreuses menaces de mort contre lui-même, ses proches ou le personnel médical de son hôpital. Cette résolution représente donc une occasion supplémentaire de dénoncer encore et toujours l'existence de ces mutilations et viols dont sont victimes les femmes actuellement en République Démocratique du Congo. Elle permet également de faire connaître et reconnaître le travail du docteur Mukwege. C'est pour toutes ces raisons que l'orateur se dit particulièrement fier de cosigner cette résolution, mais également fier de ce parlement de la voter.

Mme Marie Lecocq remercie l'ensemble de ses collègues et particulièrement M. Jonathan de Patoul pour cette initiative et pour l'ensemble des discussions qui se sont tenues en groupe de travail. En effet, c'est un texte qui a posé au groupe Ecolo un certain nombre de questions.

Comme cela a été rappelé, il y a déjà eu une résolution au Parlement européen sur le sujet. D'autre part, la situation est relativement bien connue : on le sait, la République démocratique du Congo reste confrontée à de la violence, à des attaques, à des meurtres, à d'innombrables violations des droits humains perpétrés par des groupes armés, qu'ils soient nationaux ou étrangers, et ce en particulier dans l'est du pays, dans la région du Kivu.

Par ailleurs, comme c'est également rappelé dans la résolution, le Docteur Denis Mukwege a totalement consacré sa vie à cette lutte, de manière concrète sur le terrain mais aussi en prenant énormément d'énergie et de temps pour faire connaître cette réalité en dehors de son pays. Pour cet engagement, il est vraiment nécessaire de pouvoir lui rendre hommage.

Personnellement, l'intervenante n'aurait pas d'initiative déposé ce texte, mais dès lors que cette discussion a été initiée, il lui a semblé important de soutenir ce texte et de le co-signer et ce, pour plusieurs raisons.

La première, c'est qu'il est absolument nécessaire de se rappeler la cause profonde qui mène à ces violences, qui d'ici nous semblent sans doute complexes, car elles font intervenir différents groupes dont on ne connaît pas l'origine ni les réseaux. Cette cause profonde, selon l'oratrice, c'est notre histoire coloniale, qui nous donne une responsabilité collective face à la situation actuelle. Cette histoire coloniale a déstabilisé des régions entières, a participé à un pillage des ressources et continue aujourd'hui à avoir des conséquences dramatiques, comme on le voit dans le cadre de la discussion sur ce texte.

La deuxième raison, c'est que nous avons une responsabilité collective par rapport à ce qui se passe. Cela semble peut-être bien loin de notre réalité quotidienne, mais pourtant c'est aussi lié, comme l'a rappelé M. Jonathan de Patoul, à notre modèle économique de consommation. Lorsque l'on considère les smartphones, l'exploitation des minerais est une cause particulière de travail des enfants et de conflits. Il y a là encore un énorme travail à faire sur l'ensemble des mécanismes qui permettent d'« encadrer » ce trafic et cette exploitation.

vastberadenheid om deze misdaden niet straffeloos te laten gebeuren dwingt respect af, maar heeft reële gevolgen. Zoals uit deze tekst blijkt, is dokter Mukwege dagelijks het slachtoffer van talrijke doodsb bedreigingen aan hemzelf, zijn naasten en het medisch personeel van zijn ziekenhuis. Deze resolutie is derhalve een nieuwe gelegenheid om het bestaan van deze verminkingen en verkrachtingen waaraan vrouwen thans in de Democratische Republiek Congo worden onderworpen, opnieuw aan de kaak te stellen. Het maakt het ook mogelijk het werk van dokter Mukwege bekend te maken en te erkennen. Om al deze redenen is de spreker bijzonder trots om deze resolutie mede te ondertekenen, en is hij ook trots op dit Parlement omdat het voor deze resolutie heeft gestemd.

Mevrouw Marie Lecocq bedankt al haar collega's en in het bijzonder de heer Jonathan de Patoul voor dit initiatief en voor alle besprekingen die in de werkgroep hebben plaatsgevonden. Dit is inderdaad een tekst die bij de Ecolofractie een aantal vragen heeft doen rijzen.

Zoals reeds is opgemerkt, heeft het Europees Parlement hierover reeds een resolutie aangenomen. Anderzijds is de situatie vrij goed bekend: zoals bekend wordt de Democratische Republiek Congo nog steeds geconfronteerd met geweld, aanvallen, moorden en ontelbare schendingen van de mensenrechten door gewapende groepen, zowel nationale als buitenlandse, met name in het oosten van het land, in de Kivu-regio.

Bovendien heeft, zoals ook in de resolutie wordt opgemerkt, dokter Denis Mukwege zijn hele leven aan deze strijd gewijd, niet alleen ter plaatse, maar ook door veel energie en tijd te besteden aan het bekendmaken van deze realiteit buiten de grenzen van zijn land. Voor dit engagement moet men hem echt eer kunnen bewijzen.

De spreker zou zelf het initiatief niet hebben genomen om deze tekst in te dienen, maar zodra deze bespreking gestart werd, leek het haar om verscheidene redenen belangrijk ze te steunen en mee te ondertekenen.

Ten eerste is het absoluut noodzakelijk te herinneren aan de onderliggende oorzaak die tot dit geweld leidt, die van hieruit complex kan lijken omdat er verschillende groepen bij betrokken zijn waarvan de oorsprong en de netwerken onbekend zijn. Die onderliggende oorzaak is volgens de spreker ons koloniaal verleden, dat ons een collectieve verantwoordelijkheid geeft ten aanzien van de huidige situatie. Dit koloniaal verleden heeft hele regio's gedestabiliseerd, heeft bijgedragen tot de plundering van hulpbronnen en heeft ook vandaag nog dramatische gevolgen, zoals we zien bij de bespreking van deze tekst.

De tweede reden is dat wij een collectieve verantwoordelijkheid hebben voor wat er gebeurt. Dit lijkt misschien ver af te staan van onze dagelijkse realiteit, maar toch houdt het verband met ons economisch consumptiemodel, zoals de heer Jonathan de Patoul opmerkte. Wanneer men naar smartphones kijkt, is de ontginning van mineralen een bijzondere oorzaak van kinderarbeid en conflicten. Er moet nog veel werk worden verricht aan alle mechanismen die het mogelijk maken dit verkeer en deze ontginning te « omkaderen ».

Une troisième raison pour s'engager dans ce texte est qu'il y a des choses très concrètes que nous pouvons faire même dans le cadre d'une résolution, même dans le cadre d'une résolution internationale. Nous pouvons nous engager de manière concrète et positive par rapport au traité de responsabilité des multinationales discuté au niveau des Nations Unies. En effet, ce traité a pour objectif de pouvoir intégrer un certain nombre de règles et de les rendre contraignantes pour les multinationales, en particulier celles qui sont actives dans cette partie du monde, notamment dans l'exploitation des minerais. C'est pourquoi son groupe ne soutiendra pas l'amendement n° 1 déposé par Mme Cieltje Van Achter.

Un autre engagement concret qui est cité dans la résolution est de continuer à soutenir les partenariats que nous avons avec les facultés de médecine et dans lesquels un certain nombre de nos universités sont fortement engagées. C'est important pour nous ici, mais également pour les étudiants de cette région.

Enfin, la députée insiste sur le fait que les femmes sont les premières victimes de ces exactions, de ce non-respect des droits. Pour citer le texte de la résolution : « Ces viols sont utilisés comme arme de guerre et visent à détruire volontairement et de manière planifiée les organes génitaux féminins. Ils visent aussi à détruire les femmes, parfois très jeunes, victimes de ces agressions innommables. » Il est essentiel de rappeler cela, mais également de mettre à l'honneur l'ensemble des femmes qui sont les premières à se mobiliser contre ces exactions, qui sont les premières à créer des groupes de parole et de discussion, qui ont dû faire preuve d'un courage immense pour ouvrir la discussion, pour sortir de ce déni et de la culpabilisation exercés dans les communautés-mêmes. La députée cite en exemple deux militantes, parmi de nombreuses autres : Julienne Lusenge, qui avait d'ailleurs rencontré Antonio Guterres en 2019, et Justine Masika Bihamba qui est victime des mêmes menaces de mort que le Docteur Mukwege sans pour autant jouir de la même reconnaissance internationale.

Pour toutes ces raisons, c'est pour l'oratrice un grand bonheur de soutenir ce texte et de le cosigner.

M. Pierre Kompany rappelle que l'Est de la République Démocratique du Congo, les provinces du Kasai et du Kivu et la ville de Bukavu en particulier, cristallisent bien des tensions. L'orateur remercie son collègue Jonathan de Patoul d'avoir déposé cette proposition de résolution en soutien au Dr. Mukwege, « l'homme qui répare les femmes », dans ce qu'il est convenu d'appeler « l'enfer de l'est ». Cette résolution est régionale, mais a son impact, car Bruxelles, en tant que siège de beaucoup d'entreprises africaines, est bien plus regardée en Afrique que certaines capitales dans le monde. Notre histoire coloniale constitue un lien particulier qui unit la Belgique et le Congo, et qui fait que la Belgique reste le pays le plus attaché au Congo. Quand il se produit un conflit à l'Est du Congo, la voix de Bruxelles peut toujours dire une certaine vérité. Combien de fois le Dr. Mukwege est-il venu ici à Bruxelles, alors qu'il a étudié en France ! La République Démocratique du Congo a des obligations à

Een derde reden om zich te engageren in deze tekst is dat er zeer concrete dingen zijn die we kunnen doen, zelfs in het kader van een resolutie, zelfs in het kader van een internationale resolutie. Wij kunnen ons concreet en positief inzetten in verband met het verdrag inzake de verantwoordelijkheid van de multinationals dat momenteel in de Verenigde Naties wordt besproken. Het doel van dit verdrag is immers een aantal regels te kunnen opnemen en deze bindend te maken voor multinationals, met name die welke in dit deel van de wereld actief zijn, in het bijzonder op het gebied van de ontginning van mineralen. Daarom zal haar fractie amendement nr. 1 van mevrouw Cieltje Van Achter niet steunen.

Een ander concreet engagement dat in de resolutie wordt aangehaald, is de voortzetting van de steun aan de partnerschappen die wij hebben met medische faculteiten, waarbij een aantal van onze universiteiten sterk betrokken zijn. Dit is belangrijk voor ons hier, maar ook voor de studenten in die regio.

Tot slot wijst de volksvertegenwoordiger erop dat vrouwen de eerste slachtoffers zijn van deze gewelddaden, van deze niet-naleving van de rechten. Om de tekst van de resolutie te citeren : « Deze verkrachtingen worden gebruikt als oorlogswapen en zijn gericht op de opzettelijke en geplande vernietiging van vrouwelijke geslachtsorganen. Zij zijn ook gericht op de vernietiging van de soms zeer jonge vrouwen die het slachtoffer zijn van deze agressie waar geen woorden voor zijn. » Het is van essentieel belang dat we hieraan herinneren, maar ook dat we alle vrouwen eren die als eersten tegen deze misstanden in het geweer zijn gekomen, die als eersten praat- en discussiegroepen hebben opgericht, die immense moed hebben moeten tonen om de discussie aan te gaan, om uit deze ontkenning en schuldgevoelens in de gemeenschappen zelf te komen. De volksvertegenwoordiger noemt als voorbeeld twee activistes, naast vele anderen : Julienne Lusenge, die in 2019 overigens een ontmoeting had met Antonio Guterres, en Justine Masika Bihamba, die het slachtoffer is van dezelfde doodsb bedreigingen als dokter Mukwege zonder dezelfde internationale erkenning te genieten.

Om al deze redenen is het voor de spreker een groot genoegen deze tekst te steunen en mede te ondertekenen.

De heer Pierre Kompany herinnert eraan dat in het oosten van de Democratische Republiek Congo, de provincies Kasai en Kivu en de stad Bukavu in het bijzonder, vele spanningen tot uiting komen. De spreker wil zijn collega Jonathan de Patoul bedanken voor het indienen van dit voorstel van resolutie ter ondersteuning van Dr. Mukwege, « de man die vrouwen herstelt » in de zogenaamde « hel van het oosten ». Deze resolutie is gewestelijk, maar heeft wel degelijk invloed, omdat in Afrika veel meer wordt gekeken naar Brussel, als hoofdzetel van veel Afrikaanse bedrijven, dan naar sommige hoofdsteden in de wereld. Ons koloniaal verleden is een bijzondere band die België en Congo verbindt, en die ervoor zorgt dat België het land blijft dat het meest verbonden is aan Congo. Wanneer er een conflict is in Oost-Congo, kan de stem van Brussel altijd enige waarheid spreken. Hoe vaak kwam Dr. Mukwege hier naar Brussel, terwijl hij in Frankrijk studeerde ! De Democratische Republiek Congo heeft

assumer, c'est celle d'assurer la sécurité du Dr. Mukwege, comme l'a promis le président Félix Tshisekedi. Il est donc capital que par cette résolution, le Congo entende que le Dr. Mukwege doit être protégé. Comment se fait-il que l'ONU, avec la MONUSCO sur le terrain, ait un jour décidé de retirer la protection autour du Dr. Mukwege, en septembre 2020 ? Lorsque deux personnes ont été mandatées pour enquêter sur les violations des droits humains et les massacres au Kasai, un Américain et une Suédoise, ils ont été assassinés. Une vie humaine au Congo a peu de poids face à la valeur des minerais ! Que l'on se rappelle également de l'assassinat, tout dernièrement, de l'ambassadeur italien, qui s'est promené là où il ne devait pas être.

Le député termine en racontant que lorsque le Dr. Mukwege a reçu à Strasbourg son prix de la liberté d'esprit, une cinquantaine de ses compatriotes venus de Bruxelles ont été le soutenir, ce qui a été particulièrement émouvant.

II. Discussion générale

Mme Aurélie Czekalski remercie, au nom du groupe MR, les auteurs de cette proposition de mettre en lumière au sein de notre assemblée ce docteur au parcours admirable. Le Dr Mukwege a œuvré et œuvre encore pour des milliers de femmes en République Démocratique du Congo, et fait malheureusement encore aujourd'hui l'objet de menaces.

Eu égard au parcours et à l'investissement du Dr Mukwege, il paraît tout à fait cohérent que notre Région mais également notre pays témoigne, une fois de plus, de son soutien à cette figure importante tant sur le plan national qu'international.

Le groupe MR regrette que cette proposition ne fasse pas mention de ce qui a été initié au gouvernement fédéral en la matière. En effet, le gouvernement fédéral s'est déjà saisi des menaces sérieuses qui pèsent sur le Dr Mukwege et certains éléments du dispositif de la résolution renvoient à des mesures déjà prises, mais dont le maintien de ces dernières constituent une condition nécessaire. À cet égard, la ministre en charge des Affaires étrangères, Mme Sophie Wilmès, a encore récemment condamné à la Chambre les menaces et intimidations à l'encontre du Dr. Mukwege. Les services de la Vice-Première Ministre ont directement réagi lorsqu'ils ont appris que la sécurité du Dr. Mukwege pouvait être mise en danger, la Belgique a pris contact avec l'ONU, au siège à New York et sur le terrain avec la MONUSCO, concernant la sécurité autour de l'hôpital de Panzi. Ce point a par ailleurs été abordé par le prédécesseur de Mme Wilmès, M. Philippe Goffin, avec le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix des Nations Unies, M. Jean-Pierre Lacroix, lors d'un entretien bilatéral à Berlin en août 2020.

verplichtingen op zich te nemen, en dat is de veiligheid van Dr. Mukwege te waarborgen, zoals beloofd door president Félix Tshisekedi. Het is dan ook van essentieel belang dat Congo via deze resolutie begrijpt dat Dr. Mukwege moet beschermd worden. Hoe kan het dat de VN, met de MONUSCO ter plaatse, op een dag heeft besloten om de bescherming rond Dr. Mukwege op te heffen, in september 2020 ? Toen twee personen de opdracht kregen om de schendingen van de mensenrechten en de bloedbaden in Kasai te onderzoeken, een Amerikaan en een Zweedse, werden zij vermoord. Een mensenleven heeft in Congo weinig belang ten opzichte van de waarde van de mineralen ! We mogen ook de recente moord op de Italiaanse ambassadeur niet vergeten, die zich begaf waar hij niet hoorde te zijn.

De volksvertegenwoordiger sluit af met te zeggen dat toen Dr. Mukwege zijn prijs voor de vrijheid van denken ontving in Straatsburg, een vijftigtal landgenoten uit Brussel kwamen om hem steunen, wat bijzonder ontroerend was.

II. Algemene bespreking

Mevrouw Aurélie Czekalski bedankt namens de MR-fractie de opstellers van dit voorstel dat zij deze arts met een bewonderenswaardige levensloop in onze assemblee onder de aandacht hebben gebracht. Dr. Mukwege heeft zich ingezet en zet zich nog steeds in voor duizenden vrouwen in de Democratische Republiek Congo en wordt helaas ook nu nog bedreigd.

Gezien de levensloop en de investeringen van Dr. Mukwege lijkt het niet meer dan logisch dat ons Gewest, maar ook ons land, opnieuw zijn steun betuigt aan deze belangrijke figuur, zowel op nationaal als op internationaal vlak.

De MR-fractie betreurt het dat in dit voorstel geen melding wordt gemaakt van de initiatieven die de federale regering op dit gebied heeft genomen. De federale regering heeft de ernstige bedreigingen ten aanzien van Dr. Mukwege immers reeds aangepakt, en sommige elementen van het verzoekend gedeelte van de resolutie verwijzen naar maatregelen die reeds zijn genomen, maar waarvan de voortzetting een noodzakelijke voorwaarde is. In dit verband heeft de minister van Buitenlandse Zaken, mevrouw Sophie Wilmès, onlangs in het Parlement de bedreigingen en intimidaties aan het adres van Dr. Mukwege veroordeeld. De diensten van de vicepremier hebben onmiddellijk gereageerd op het nieuws dat de veiligheid van Dr. Mukwege in het gedrang kon komen, België heeft contact opgenomen met de VN, zowel bij de hoofdzetel in New York als ter plaatse met de MONUSCO, over de veiligheid rond het Panzi-ziekenhuis. Deze kwestie werd ook besproken door de voorganger van mevrouw Wilmès, de heer Philippe Goffin, met de ondersecretaris-generaal voor vredesoperaties van de Verenigde Naties, de heer Jean-Pierre Lacroix, tijdens een bilaterale bijeenkomst in Berlijn in augustus 2020.

L'ambassade belge à Kinshasa a aussi évoqué le sujet à plusieurs reprises avec le gouverneur du Sud Kivu, qui a assuré que des unités de police nationale additionnelles seraient mises en place. Le 9 septembre 2020, la MONUSCO a déployé un détachement de casques bleus pour assurer la protection de l'hôpital de Panzi. Entretemps, en coordination avec les autorités congolaises, la MONUSCO travaille à une solution plus structurelle pour améliorer la situation sécuritaire.

Les services de la Vice-Première continuent de suivre la situation du Dr. Mukwege pour s'assurer que les mesures annoncées seront suffisamment dissuasives et durables. La lutte contre l'impunité est une priorité dans la politique étrangère de notre pays parce qu'il n'y a pas de paix et de réconciliation durables sans justice, y compris pour les crimes commis dans un passé lointain.

Au niveau multilatéral, la Belgique continue également à attirer l'attention de la Communauté internationale sur la sécurité du Dr Mukwege et continuera à le faire. Le groupe MR soutient donc le Dr. Mukwege et ce qu'il entreprend en République Démocratique du Congo.

Quant aux mécanismes pour y arriver, il y a plusieurs options, et c'est en premier lieu une responsabilité des autorités congolaises de choisir la voie la plus adéquate. Le groupe MR se réjouit que l'actuel président Tshisekedi ait affirmé à plusieurs reprises vouloir faire de la lutte contre l'impunité une priorité. Gageons que la MINUSMA puisse laisser place, un jour, à une sécurité organisée par les autorités congolaises elles-mêmes.

En conclusion, certains éléments de la proposition de résolution ont déjà fait l'objet d'actions de la part du gouvernement fédéral en lien avec les institutions internationales, d'autres éléments du dispositif ne relèvent pas, selon le groupe MR, des compétences de notre Région, mais cela n'enlève rien à la nécessité de poursuivre ce processus afin d'aboutir à une situation structurelle tant pour le Dr Mukwege qu'au travers de l'ensemble du pays qu'est la République Démocratique du Congo. Le groupe MR votera donc favorablement la présente proposition de résolution, et souhaite s'associer à la co-signature de ce texte.

Mme Cieltje Van Achter estime que le Dr. Mukwege est un des héros de notre temps, qu'il faut reconnaître et protéger. Cette résolution de soutien au Parlement bruxellois est donc un bon signal. La lutte contre les violences sexuelles et contre les droits des femmes n'est pas seulement une lutte de femmes : le Dr Mukwege en est un exemple vivant. Ce texte est largement basé sur un texte adopté au Parlement européen en septembre dernier. Sa collègue, la députée européenne N-VA Assita Kanko, qui connaît personnellement le Dr. Mukwege, a soutenu cette résolution. C'est pourquoi son groupe soutiendra la présente proposition de résolution, en espérant que ce soutien sera unanime.

De Belgische ambassade in Kinshasa heeft de kwestie ook herhaaldelijk aangekaart bij de gouverneur van Zuid-Kivu, die heeft verzekerd dat er extra nationale politie-eenheden zouden worden ingezet. Op 9 september 2020 heeft de MONUSCO een detachement van blauwhelmen ingezet om bescherming te bieden aan het Panzi-ziekenhuis. Ondertussen werkt de MONUSCO, in coördinatie met de Congolese autoriteiten, aan een meer structurele oplossing om de veiligheidssituatie te verbeteren.

De diensten van de vicepremier blijven de situatie van Dr. Mukwege opvolgen om ervoor te zorgen dat de aangekondigde maatregelen voldoende afschrikkend en duurzaam zouden zijn. De strijd tegen straffeloosheid is een prioriteit in het buitenlands beleid van ons land, omdat er geen sprake kan zijn van duurzame vrede en verzoening zonder gerechtigheid, ook voor misdaden die in het verre verleden zijn begaan.

Op multilateraal niveau blijft België ook de aandacht van de internationale gemeenschap vestigen op de veiligheid van Dr. Mukwege en zal dat blijven doen. Daarom steunt de MR-fractie Dr. Mukwege en wat hij in de Democratische Republiek Congo onderneemt.

Er bestaan verschillende opties op het vlak van de mechanismen om dit te bereiken en het is in de eerste plaats de verantwoordelijkheid van de Congolese autoriteiten om de meest geschikte aanpak te kiezen. De MR-fractie is blij dat de huidige president Tshisekedi meerdere malen heeft verklaard dat de strijd tegen de straffeloosheid zijn prioriteit is. Laten we hopen dat MINUSMA ooit de plaats zal kunnen vrijmaken voor een door de Congolese autoriteiten georganiseerde veiligheid.

Tot slot zij erop gewezen dat de federale regering, in samenwerking met de internationale instellingen, reeds actie heeft ondernomen met betrekking tot bepaalde elementen van het voorstel van resolutie en dat andere elementen van het mechanisme naar de mening van de MR-fractie niet onder de bevoegdheid van ons Gewest vallen, maar dit doet niets af aan de noodzaak om dit proces voort te zetten teneinde een structurele situatie tot stand te brengen zowel voor Dr. Mukwege als voor het land in zijn geheel, de Democratische Republiek Congo. De MR-Fractie zal dan ook dit voorstel van resolutie goedkeuren en wenst deze tekst mede te ondertekenen.

Mevrouw Cieltje Van Achter vindt dat Dr. Mukwege een van de helden van onze tijd is en dat hij erkend en beschermd moet worden. Deze resolutie van steun in het Brussels Parlement is dan ook een goed signaal. De strijd tegen seksueel geweld en voor de rechten van de vrouw is niet alleen een vrouwenstrijd : Dr. Mukwege is hiervan een levend voorbeeld. Deze tekst is grotendeels gebaseerd op een tekst die in september jongstleden in het Europees Parlement is aangenomen. Haar collega, N-VA Europarlementariër Assita Kanko, die Dr. Mukwege persoonlijk kent, steunde deze resolutie. Daarom zal haar fractie dit voorstel van resolutie steunen en hoopt dat deze steun unaniem zal zijn.

La députée explique qu'étant étudiante, elle a été stagiaire à Dakar pour UNIFEM (le Fonds de développement des Nations unies pour la femme) et qu'elle a vécu une expérience très intéressante de résolution des conflits autour des problèmes de violence faite aux femmes. C'est pourquoi elle soutiendra personnellement le texte de cette résolution.

Le seul problème que pose ce texte est un passage, qui a été rajouté à la demande d'Ecolo, qui a trait aux compétences internationales de la Belgique, et qui demande au gouvernement fédéral de prendre part à un traité contraignant sur la responsabilité environnementale et sociétale des multinationales. La députée estime qu'il faut d'abord trouver un consensus européen sur cette question. La Belgique ne peut prendre part seule à ce débat international sans ce consensus européen. Ce débat n'a rien à voir avec la résolution de soutien au Dr. Mukwege. C'est pourquoi l'amendement n° 1 propose de supprimer ce passage, qui prétend dicter au gouvernement fédéral la manière dont doivent être menées les négociations. Il ne faut pas importer dans cette résolution cette question qui relève du Fédéral.

Mme Bianca Debaets remercie M. Jonathan de Patoul pour son initiative, et demande à co-signer cette proposition de résolution. L'action du Dr. Mukwege, qui a été amplement rappelée par ses collègues, a fait l'objet d'un livre de la journaliste Colette Braekman, intitulé « L'homme qui répare les femmes ». Il est important, que ce soit du point de vue belge ou bruxellois, de mettre la pression sur le monde politique pour attirer l'attention sur ce qui se passe dans l'est du Congo. Le Dr. Mukwege a aidé des dizaines de milliers de jeunes femmes qui ont fait l'objet de violences sexuelles. Il faut également souligner l'action des nombreuses associations de terrain belges, qui donnent un soutien psychologique à ces femmes blessées.

Il serait bien que le Parlement bruxellois puisse inviter le Dr. Mukwege pour entendre son témoignage.

M. Guy Vanhengel déclare que son groupe s'associera, exceptionnellement, à cette résolution de portée internationale, parce qu'elle s'inscrit entièrement dans la continuité des politiques de l'Europe et de la Belgique visant à soutenir le travail du Dr. Mukwege. Notre capitale a un lien privilégié avec le Congo, et une population importante de Congolais, qui sont très impliqués émotionnellement par cette question, comme l'a rappelé M. Pierre Kompany.

En ce qui concerne l'amendement, l'orateur s'associe au souci de Mme Van Achter de retirer ce point qui n'a pas encore été tranché au niveau fédéral. Il ne faut pas importer dans cette résolution un débat qui n'a rien à voir avec le travail du Dr. Mukwege, et qui ne fait qu'affaiblir la force de cette résolution. C'est pourquoi l'intervenant soutiendra l'amendement n° 1, et demande à ses collègues de bien réfléchir à la portée de leur vote.

De volksvertegenwoordiger legt uit dat ze als studente in Dakar stage had gelopen bij UNIFEM (het VN-ontwikkelingsfonds voor de vrouwen). Ze heeft daar zeer interessante ervaring opgedaan op het vlak van conflictoplossing rond de problematiek van geweld tegen vrouwen. Daarom zal zij de tekst van deze resolutie persoonlijk steunen.

Het enige probleem met de tekst is een passage, toegevoegd op verzoek van Ecolo, die betrekking heeft op de internationale bevoegdheden van België, en waarin de federale regering wordt gevraagd deel te nemen aan een bindend verdrag over de milieu- en maatschappelijke verantwoordelijkheid van de multinationals. De volksvertegenwoordiger is van mening dat eerst een Europese consensus over deze kwestie moet worden gevonden. Zonder deze Europese consensus kan België niet alleen deelnemen aan dit internationale debat. Dit debat heeft niets te maken met de resolutie tot steun aan Dr. Mukwege. Daarom wordt in amendement 1 voorgesteld deze passage te schrappen, waarin de federale regering wordt voorgeschreven hoe de onderhandelingen gevoerd moeten worden. Dit is een federale aangelegenheid en moet niet in de resolutie worden opgenomen.

Mevrouw Bianca Debaets dankt de heer Jonathan de Patoul voor zijn initiatief en vraagt of ze dit voorstel van resolutie kan medeondertekenen. Het werk van Dr. Mukwege, dat door haar collega's uitvoerig is beschreven, is het onderwerp geweest van een boek van de journaliste Colette Braekman, getiteld « De man die vrouwen herstelt ». Het is belangrijk, zowel vanuit Belgisch als vanuit Brussels perspectief, druk uit te oefenen op de politieke wereld om de aandacht te vestigen op de gebeurtenissen in Oost-Congo. Dr. Mukwege heeft tienduizenden jonge vrouwen geholpen die het slachtoffer zijn geworden van seksueel geweld. Ook het werk van de vele Belgische verenigingen op het terrein, die psychologische steun verlenen aan deze verwonde vrouwen, moet onder de aandacht worden gebracht.

Het zou een goede zaak zijn indien het Brussels Parlement Dr. Mukwege zou uitnodigen om zijn getuigenis te horen.

De heer Guy Vanhengel verklaart dat zijn fractie zich bij wijze van uitzondering bij deze resolutie met internationale draagwijdte zal aansluiten, omdat het geheel in de lijn ligt van het beleid van Europa en België om het werk van Dr. Mukwege te steunen. Onze hoofdstad heeft een bijzondere band met Congo, en een grote Congolese bevolking, die zeer emotioneel betrokken is bij deze kwestie, de heer Pierre Kompany bracht dit reeds in herinnering.

De spreker is dezelfde mening toegedaan als mevrouw Van Achter aangaande het amendement en vindt dat dit deel ingetrokken moet worden omdat er op federaal niveau nog geen beslissing is genomen. Men mag in deze resolutie geen debat voeren dat niets te maken heeft met het werk van Dr. Mukwege, dit zou alleen maar de kracht van de resolutie verzwakken. Daarom zal de spreker het amendement nr. 1 steunen en vraagt zijn collega's om de gevolgen van hun stem zorgvuldig te overwegen.

M. Jonathan de Patoul ne partage pas l'avis de son collègue Guy Vanhengel sur cette question. Les violences qui ont lieu dans l'est du Congo viennent principalement de cette problématique de l'extraction des matières premières et de la responsabilité sociétale des entreprises. En tant que politiques, les députés ont une responsabilité à assumer. On ne résoudra jamais le problème de la violence dans l'Est africain si on ne se penche pas sur la question du pillage des ressources. Le travail du Dr. Mukwege est donc tout à fait lié à cette question. L'expression « participer à des initiatives pour aboutir à un traité » n'est du reste pas une formulation si contraignante.

Mme Marie Lecocq estime important de garder cette formulation dans le texte, tout en respectant la répartition des compétences dans notre pays, car il est important de demander au Fédéral de participer aux efforts, alors que la Région n'est pas autour de la table des négociations. Quant à la question de l'unanimité européenne, c'est précisément ce qui permet à l'Union européenne de ne pas avancer sur certains sujets. L'objectif est d'arriver à ce que de plus en plus de pays soutiennent cette démarche. Il faut éviter que la Belgique ne pratique la politique de la chaise vide lors de la négociation de ce traité.

M. Marc-Jean Ghysels fait observer qu'il y a un débat dans le débat. L'intervenant ne trouve pas dérangeant ce paragraphe, qui demande au gouvernement bruxellois d'intervenir auprès du gouvernement fédéral pour l'inviter à participer activement aux initiatives internationales en vue d'aboutir à un traité contraignant sur la responsabilité environnementale et sociétale des entreprises tel que discuté en ce moment aux Nations Unies. D'une part, le texte n'est pas contraignant, et d'autre part, tout le monde dans cette commission est d'accord sur des bases à respecter en matière de responsabilité environnementale et sociétale. Cet amendement visant à supprimer ce passage n'est donc pas compréhensible.

M. Guy Vanhengel estime que ce débat doit rester au niveau belge et au niveau international, et ne doit pas interférer sur une résolution de portée régionale. Ce débat intra-belge n'est pas entièrement clôturé, car il faut lier les problèmes environnementaux à d'autres éléments qui semblent plus importants. En chargeant trop la barque, on risque de ne pas y arriver. Il paraît donc peu judicieux de mettre cette mention dans le texte, qui risque d'apparaître comme téléguilé par certains partenaires, alors que la question n'est pas encore tranchée au Fédéral.

Mme Cielte Van Achter remercie son collègue Guy Vanhengel pour son soutien, et estime que l'insertion de ce paragraphe qui vient parasiter le débat risque de déforcer le vote sur la proposition de soutien au Dr. Mukwege, ce qui est regrettable, car elle devrait être soutenue de manière unanime, ce qui était son intention.

De heer Jonathan de Patoul is het op dit punt niet eens met zijn collega Guy Vanhengel. Het geweld dat in Oost-Congo plaatsvindt, is vooral te wijten aan de kwestie van de winning van grondstoffen en de maatschappelijke verantwoordelijkheid van de bedrijven. Als politici hebben de volksvertegenwoordigers een verantwoordelijkheid op zich te nemen. Het probleem van het geweld in Oost-Afrika zal nooit opgelost worden indien men het probleem van de plundering van de hulpbronnen niet aanpakt. Het werk van Dr. Mukwege is dan ook nauw verbonden met deze kwestie. De formulering « aan internationale initiatieven deelnemen om te komen tot een verdrag » is niet dermate dwingend.

Mevrouw Marie Lecocq vindt het belangrijk om deze formulering in de tekst te behouden, met inachtneming van de bevoegdheidsverdeling in ons land. Het is toch belangrijk de federale overheid te verzoeken deel te nemen aan deze werkzaamheden aangezien het Gewest niet aan de onderhandelingstafel zit. Wat de kwestie van de Europese unanimité betreft, is dit nu net wat de Europese Unie in staat stelt op bepaalde punten geen vooruitgang te boeken. Het doel is steeds meer landen over te halen om deze aanpak te steunen. Er moet worden vermeden dat België tijdens de onderhandelingen over dit verdrag een politiek van de lege stoel voert.

De heer Marc-Jean Ghysels wijst erop dat er een debat binnen het debat plaatsvindt. Hij vindt deze paragraaf, waarin de Brusselse regering wordt opgeroepen bij de federale regering tussenbeide te komen om haar uit te nodigen actief deel te nemen aan internationale initiatieven om te komen tot een bindend verdrag over de milieu- en maatschappelijke verantwoordelijkheid van de bedrijven, zoals momenteel in de Verenigde Naties wordt besproken, niet storend. Enerzijds is de tekst niet dwingend, anderzijds is iedereen in deze commissie het eens over de grondslagen die moeten worden gerespecteerd in termen van milieu- en maatschappelijke verantwoordelijkheid. Het amendement ter schrapping van deze passage is dan ook onbegrijpelijk.

De heer Guy Vanhengel is van mening dat dit debat op Belgisch en internationaal niveau moet blijven, en zich niet mag inmengen in een gewestelijke resolutie. Dit intra-Belgische debat was niet geheel gesloten, aangezien milieuproblemen in verband moesten worden gebracht met andere elementen die belangrijker lijken. Indien we te veel druk uitoefenen, lopen we het risico niet te slagen. Het lijkt derhalve niet raadzaam deze verwijzing in de tekst op te nemen, die de indruk zou kunnen wekken door bepaalde partners te worden geleid, terwijl over deze kwestie op federaal niveau nog geen beslissing is genomen.

Mevrouw Cielte Van Achter dankt haar collega Guy Vanhengel voor zijn steun en is van mening dat de invoering van deze paragraaf, die het debat verstoort, de stemming over het voorstel tot steun aan Dr. Mukwege dreigt te verstoren, wat betreurenswaardig is, omdat het de bedoeling is dat het voorstel unaniem wordt gesteund.

III. Ajout de cosignataires

Mme Aurélie CZEKALSKI et Mme Bianca DEBAETS s'associent à la co-signature de la proposition de résolution.

IV. Discussion des considérants et des tirets du dispositif et votes

Amendement n° 1

La discussion de l'amendement ayant eu lieu dans le cadre de la discussion générale, le président décide de passer au vote.

Vote

L'amendement n° 1 est rejeté par 9 voix contre 4.

V. Vote sur l'ensemble de la proposition d'ordonnance

La proposition de résolution dans son ensemble est adoptée par 12 voix et 1 abstention.

– *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le Rapporteur

Emmanuel DE BOCK

Le Président

Rachid MADRANE

III. Toevoeging van medeondertekenaars

Mevrouw Aurélie CZEKALSKI en mevrouw Bianca DEBAETS worden toegevoegd als medeondertekenaars van dit voorstel van resolutie.

IV. Bespreking van de consideransen en de streepjes van het verzoekend gedeelte en stemmingen

Amendement nr. 1

Aangezien het amendement tijdens de algemene bespreking aan de orde is geweest, beslist de Voorzitter tot stemming over te gaan.

Stemming

Het amendement nr. 1 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 4.

V. Stemming over het geheel van het voorstel van ordonnantie

Het geheel van het voorstel van resolutie wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur

Emmanuel DE BOCK

De Voorzitter

Rachid MADRANE

VI. Amendement

N° 1. (de Mme Cieltje VAN ACHTER)

Dispositif

Au troisième tiret, supprimer le troisième supprimer la sixième puce rédigée comme suit :

« – participer activement aux initiatives internationales en vue d'aboutir à un traité contraignant sur la responsabilité environnementale et sociale des entreprises tel que discuté en ce moment aux Nations unies ; ».

JUSTIFICATION

La justification sera donnée oralement en séance.

VI. Amendement

Nr. 1 (van mevrouw Cieltje VAN ACHTER)

Verzoekend gedeelte

Onder het derde streepje, het zesde bolletje te schrappen, luidend als volgt :

« – actief deelneemt aan internationale initiatieven om te komen tot een bindend verdrag inzake milieu- en maatschappelijke verantwoordelijkheid van bedrijven, zoals momenteel in de Verenigde Naties wordt besproken ; ».

VERANTWOORDING

Wordt mondeling tijdens de vergadering toegelicht.